

## La crise Maroc – Espagne au cœur d'une guerre informationnelle

Édito \_\_ Par Ali Moutaib

La discrète hospitalisation en Espagne, sous une identité usurpée, du chef des séparatistes du polsario Brahim Ghalil a déclenché la crise entre les deux pays voisins, le Maroc et l'Espagne.

Cette crise politique fait l'objet actuellement d'une véritable guerre de l'information. La communication de l'Espagne autour des tensions diplomatiques entre les deux pays porte principalement sur l'arrivée soudaine de milliers de migrants depuis le Maroc à Ceuta et Melilla ; une vague perçue par Madrid comme une « agression » et un « chantage » migratoire.

Si l'Espagne met en avant la question migratoire comme le fond de la crise diplomatique, le Maroc rappelle qu'il s'agit d'une crise bilatérale due à l'entrée secrète du chef des séparatistes du polsario au territoire espagnol, cette même personne qui est poursuivi pour de graves crimes et ayant fait l'objet de nombreuses plaintes devant la justice espagnole. La question est ainsi une question de souveraineté et d'intégrité territoriale du Royaume.

Par ailleurs, ce rapport de force informationnel se signale par un rapport déséquilibré dans le sens où le Maroc n'est pas traité en tant que partenaire de l'Europe mais comme un sous-traitant sans contrepartie. Cette posture n'est plus acceptée aujourd'hui. Le Maroc œuvre activement en faveur de la protection des frontières européennes, mais il le fait en partenaire ; un partenariat devrait tout naturellement être fondé sur la compréhension des intérêts des uns et des autres, et non pas à sens unique.

Un signe des temps. Tout a changé en matière de puissance. Que l'on évoque le Maroc avec sa diplomatie dynamique ou le reste des pays du Maghreb et du Moyen-Orient avec leurs politiques ambitieuses (énergétique, spatiale, sportive, diplomatique, etc.), l'ensemble de ces pays n'acceptent plus de se présenter comme des États dépendants de l'aide et de l'expertise étrangères et sont en train de déployer une politique de puissance assumée. Le moment est ainsi venu de prendre conscience que le « fossé psychique » qui s'étend entre les pays du Nord et les pays du Sud risque de conduire à des crises et des tensions aux répercussions imprévisibles.



# FEUILLETON DE L'ACTUALITE

Par Alaa-eddine Khaldi

## 1er Mai • Afghanistan

Les États-Unis et l'OTAN commencent officiellement à retirer leurs troupes d'Afghanistan.

## 2 Mai • Palestine

Les forces armées israéliennes évacuent par force des palestiniens dans la zone de Sheikh Jarrah.

## 5 Mai • États-Unis

TSMC, le leader mondial de la production des semi-conducteurs annonce l'ouverture de six usines dans l'État d'Arizona pour contrer la crise mondiale des microprocesseurs.

## 5 Mai • Israël

Le président Netanyahu échoue dans la formation d'un gouvernement, menant le pays dans une nouvelle crise politique.

## 7 Mai • États-Unis

Colonial Pipeline, qui fournit 45 % de l'approvisionnement en carburant de la côte Est des États-Unis, subit une cyber-attaque qui entraîne l'arrêt de son système.

## 9 Mai • Chine

Le Bureau chinois d'ingénierie spatiale habitée annonce que les restes de la fusée Longue Marche-5B Y2 ont fait une rentrée incontrôlée dans l'atmosphère terrestre.

## 10 Mai • Maroc

Le holding du secteur sanitaire Akdital Holding annonce vouloir s'introduire en bourse pour élargir son champ d'action à l'international.

## 12 Mai • International

Le géant de l'automobile Tesla annonce ne plus vouloir accepter le Bitcoin comme méthode de paiement pour des soucis environnementaux.

## 17 Mai • Espagne/UE

Plus de 8000 migrants traversent la frontière séparant le Maroc et l'Espagne en arrivant à Ceuta en un jour.

## 19 Mai • Chine

Le gouvernement chinois interdit les paiements par le Bitcoin sur son territoire.

## 20 Mai • Union Européenne

Les 27 pays sont d'accord pour permettre l'entrée des touristes vaccinés du monde entier.

## 20 Mai • International

Microsoft annonce qu'elle cessera de prendre en charge Internet Explorer le 15 juin 2022.

## 21 Mai • International

Le G7 met fin au financement des projets de charbon qui émettent du carbone d'ici la fin de l'année, et éliminera progressivement ce type de soutien pour tous les combustibles fossiles.

## 25 Mai • Costa Rica

L'OCDE reçoit Costa Rica comme nouveau membre du groupe international.

## 25 Mai • Maroc

La Commission Spéciale sur le Modèle de Développement publie son rapport.

## 25 Mai • Maroc

2M et MédiaTV se fusionnent en holding sous l'égide de la SNRT.

## 26 Mai • Iran

Le président iranien accuse l'extraction illégale de la cryptomonnaie d'être à l'origine d'une récente série de pannes de courant et l'interdit jusqu'au 22 septembre.

## 26 Mai • Pays-Bas

Le tribunal de La Haye ordonne à Shell de réduire ses émissions de carbone de 45% d'ici à 2030, la première fois qu'une entreprise est légalement contrainte de respecter les obligations énoncées dans l'accord de Paris.

## 31 Mai • Chine

Dans un changement majeur de politique, la Chine autorise à avoir jusqu'à 3 enfants par ménage.

# Taiwan: tensions acharnées sur le marché des microprocesseurs

Par Alaa-eddine Khaldi



En janvier 2020, un étrange virus dont le point de départ supposé est un marché aux animaux oblige Wuhan à fermer ses portes. Douze mois plus tard, il est impossible d'acheter la dernière PS5 ou Xbox. Une sécheresse historique menace l'île lointaine de Taïwan et, le lendemain, le prix des ordinateurs risque de grimper. Les mineurs de cryptomonnaies commencent à s'approvisionner en cartes graphiques et, dans les semaines qui suivent, on apprend que des constructeurs automobiles comme Ford, Tesla ou Mercedes doivent ralentir, voire arrêter certaines de leurs lignes de production.

Tous ces passages sont des chapitres du même problème : les microprocesseurs s'épuisent. Une chose ne vous manque pas tant qu'elle ne soit pas partie. L'industrie des semi-conducteurs est passée du statut d'industrie invisible, dont l'efficacité était considérée comme acquise, à celui d'épine très inconfortable dans le pied des États-Unis, du Japon, de l'UE et du Royaume-Uni, pour ne citer que quelques-uns des principaux acteurs. En fait, n'importe quel pays du monde pourrait figurer sur cette liste, car ces composants sont essentiels pour un grand nombre de secteurs tels que l'industrie automobile, mais aussi l'électronique grand public ou le secteur militaire.

Tout matériel électronique, et donc automobile, nécessite une petite composante au cœur de son fonctionnement : un microprocesseur. Téléphones portables, consoles de jeux, ordinateurs, voitures, appareils électroménagers... etc. dépendent de cette pièce minuscule qui permet à l'information de circuler dans les systèmes informatiques. Depuis la crise du Covid-19, on achète plus d'ordinateurs, plus de consoles et on remplace les téléphones portables. La pandémie et le travail à domicile ont augmenté la vente d'appareils électroniques et déséquilibré la demande par rapport à une offre de puces déjà conditionnée par les tensions commerciales avec l'Asie. Le changement des habitudes des consommateurs au cours de la pandémie, avec une demande accrue d'appareils électroniques en raison du temps passé à la maison, a provoqué des pénuries mondiales de puces ou de semi-conducteurs, ce qui a fait que de nombreuses entreprises ont été contraintes de procéder à des arrêts de production, notamment les constructeurs automobiles.

Un semi-conducteur est un élément (silicium, sélénium,...) qui a la propriété de conduire l'électricité. Il a de nombreux usages dans les productions industrielles, et notamment dans la fabrication de puces ou de circuits intégrés. Son usage est tellement commun et indispensable que la puce et le semi-conducteur sont souvent utilisés comme synonymes. De nos jours, les puces sont utilisées dans tous les secteurs de production, ce qui a accru sa demande avant même la pandémie. Les dernières données du cabinet de conseil Gartner chiffrent les revenus en 2020 du marché mondial des semi-conducteurs à 466.237 millions de dollars (environ 390.000 millions d'euros), soit 10,4% de plus qu'en 2019<sup>1</sup>. Certaines grandes entreprises ont la capacité d'être présentes

1 "Semiconductor Inventory Analysis Worldwide, 1Q21 Update", Cabinet de conseil Gartner, Mai 2021

dans toute la chaîne de production, comme Samsung ; d'autres optent pour des formules mixtes en ne fabriquant, par exemple, que le processeur (qui est une puce ou un ensemble de puces qui remplissent certaines fonctions) et en achetant le reste à des tiers, à l'instar d'Apple.

## TSMC, pilier de la production technologique mondiale

C'est dans ce cadre que la présence de TSMC (Taiwan Semiconductor Manufacturing Company) devient cruciale. Parmi les plus grands fabricants de microprocesseurs au monde, TSMC occupe la première place avec 58,8 % du marché en termes de revenus, suivi par UMS, qui détient une part de 7,8 %. La plupart des grandes entreprises de semi-conducteurs n'ayant pas d'usine de production, telles que Advanced Micro Devices (AMD), Apple Inc, ARM, Broadcom Inc, Marvell, MediaTek, Nvidia et Qualcomm, sont clientes de TSMC, tout comme des entreprises émergentes telles que Allwinner Technology, HiSilicon, Spectra7 et Spreadtrum. Certains fabricants de dispositifs intégrés qui possèdent leurs propres installations de fabrication, comme par exemple Intel, NXP, STMicroelectronics et Texas Instruments, sous-traitent une partie de leur production à TSMC. Ce géant taiwanais est donc le champion incontesté de la production des semi-conducteurs dans le monde, produisant pour les plus grandes entreprises comme Apple ou Intel. Mais l'entreprise taiwanaise est au centre d'un conflit géopolitique qui n'est autre qu'une guerre commerciale avec la Chine.

Depuis que l'administration Trump a lancé la charge contre Huawei il y a maintenant deux ans, les autorités américaines ne cessent de produire de nouvelles sanctions contre les entreprises de la tech chinoise. On a ainsi vu Xiaomi brièvement blacklisté avant qu'un jugement n'annule cette décision, alors que de nouvelles sanctions étaient en cours de réflexion au mois de février dernier. Et il semble que l'on soit passé à l'étape de l'action aujourd'hui du côté de Washington, avec de nouvelles restrictions qui impactent plusieurs entreprises chinoises. Sept entreprises chinoises travaillant dans le domaine des superordinateurs ont été placées la semaine dernière sur la fameuse «Entity List» américaine, une liste noire d'entreprises avec qui les acteurs économiques américains ne peuvent commercer. Comme résultat, ces sociétés n'ont plus accès au fondeur taiwanais TSMC.

## Une course mondiale pour l'autosuffisance technologique

La stratégie américaine pour assurer son besoin en microprocesseurs ainsi que pour limiter l'accès à ces derniers à la Chine ne se limite pas à sanctionner quelques entreprises chinoises. Dans une vision plus lointaine, et pour répondre à la crise des semi-conducteurs, les États-Unis ont demandé au géant TSMC d'installer de nouvelles unités de production sur leur territoire. Le fondeur taiwanais des puces prévoit de construire dans les trois prochaines années six nouvelles unités de production de semi-conducteurs sur le sol américain, au niveau de l'état d'Arizona. Cette décision s'inscrit dans le cadre de la politique américaine lancée par l'administration Biden « The Semiconductors in America Coalition (SIAC) » : Elle regroupe 65 acteurs majeurs de la chaîne de valeur des semi-conducteurs, dans le but immédiat de pousser le gouvernement américain à accorder des subventions pour la fabrication de puces sur le sol américain. Cette coalition est dominée par des entreprises technologiques américaines telles que Apple, Microsoft, Google et Intel, mais comprend également un certain nombre de poids lourds asiatiques et européens



de la chaîne d'approvisionnement en semi-conducteurs, tels que TSMC et MediaTek du Taiwan, Samsung Electronics et SK Hynix de la Corée du Sud, ainsi que la société néerlandaise ASML, le seul fournisseur d'équipements de photolithographie avancés utilisés pour fabriquer des puces haut de gamme.



L'ensemble de ces actions risquent d'aggraver les tensions déjà existantes dans la région asiatique, notamment vis-à-vis de la Chine. Pékin a lancé de nombreux vols d'avions militaires lors de manœuvres près de Taiwan, franchissant souvent la ligne médiane du détroit. La Chine envisagerait également d'occuper les îles périphériques de Taiwan, ce qui laisse penser qu'elle est de plus en plus désireuse de prendre Taiwan par la force. À l'exception des manœuvres de missiles lors de la première élection présidentielle directe en 1996, Pékin a historiquement cherché à contenir ses intimidations militaires, utilisant la rhétorique ou des sanctions symboliques pour évacuer sa colère. Son affirmation récente peut s'expliquer par son statut croissant de puissance militaire et par des manifestations de plus en plus fortes en faveur de la réunification. Avec une force intérieure croissante, le régime chinois estime que le fait de continuer à adopter des politiques plus souples, comme par le passé, pourrait donner une impression de faiblesse à la fois aux personnes de l'intérieur et de l'extérieur. Contrairement à ses prédécesseurs, le président chinois Xi Jinping a fait preuve d'une plus grande intensité dans son désir de réunification. Ceci étant dit, le risque d'une attaque directe de la part de la Chine reste très improbable.

Tout d'abord, l'invasion reste probablement en bas de la liste pour les dirigeants chinois lorsqu'ils évaluent les solutions au «problème de Taiwan». Les options militaires de Pékin sont les composantes d'une stratégie politique à long terme fondée sur une stabilité de base dans le détroit de Taiwan et sur la gravité économique croissante de la Chine pour créer les conditions d'une unification pacifique. Cette situation a favorisé l'essor économique et technologique de la Chine, dans lequel les entreprises taiwanaises, dont TSMC, ont joué un rôle important. Pour les dirigeants chinois, l'impératif ne serait pas une résolution rapide mais plutôt de créer les conditions d'une victoire éventuelle, définie en termes politiques et pas nécessairement par une occupation militaire directe. Dans ce contexte, la saisie des fonderies de TSMC serait un bénéfice collatéral découlant de choix faits pour d'autres raisons.

Deuxièmement, Pékin ne peut pas présumer de l'accès aux capacités de pointe de TSMC, même après une invasion réussie. La main-d'œuvre de TSMC est de plus en plus recrutée à l'étranger, car le système éducatif taiwanais peine à fournir un nombre suffisant de spécialistes. Il est peu probable que les travailleurs de nationalité étrangère restent par choix dans un Taiwan occupé par la Chine, et les garder par la force imposerait à la Chine des coûts politiques encore plus élevés. Et même en écartant le sabotage des fonderies de TSMC par les autorités taiwanaises face à l'occupation chinoise, Pékin doit tenir compte du fait que les installations ont été endommagées lors des combats. Même si une masse critique de la main-d'œuvre et des installations de TSMC était capturée intacte, la capacité de l'entreprise à rester à la pointe de la technologie dans des conditions post-invasion serait probablement compromise. Les fonderies dépendent de la propriété intellectuelle, des machines et des produits chimiques qui sont presque entièrement

fournis par des entreprises des États-Unis et des pays alliés des États-Unis<sup>2</sup>, le leadership de TSMC sur le marché dépendant de la mise à niveau continue des processus et des équipements en étroite collaboration avec ces fournisseurs. Cette coopération serait sans doute considérablement réduite à la suite d'une invasion chinoise, non seulement pour une hypothétique TSMC contrôlée par la Chine, mais aussi pour les entreprises de la Chine continentale comme SMIC, qui luttent déjà pour améliorer leurs capacités de fonderie.

Dernièrement, le Parti communiste chinois, sous la direction de Xi Jinping, a clairement indiqué que l'indépendance dans les «technologies de base» telles que les semi-conducteurs était stratégiquement vitale pour l'avenir de la Chine. Cela signifie échapper à la dépendance à l'égard d'une chaîne d'approvisionnement transnationale dominée par des entreprises des États-Unis ou de pays alliés. Prendre le contrôle de TSMC ne permettrait pas d'atteindre cet objectif, car le rôle de TSMC dans la chaîne de valeur mondiale dépend des apports des entreprises américaines, européennes et japonaises.



La politique industrielle et technologique de la Chine est désormais axée sur une plus grande autonomie. Cela inclut une approche globale pour remonter la chaîne de valeur des semi-conducteurs, en aidant les entreprises chinoises à améliorer leurs propres capacités. En réponse aux mesures américaines de contrôle des exportations, Huawei et SMIC s'efforcent toutes les deux d'établir des lignes de fabrication de puces exemptes de technologie d'origine américaine. Bien que les obstacles soient immenses, les ressources massives mises en œuvre par l'État chinois et la concentration des industries clés en Chine signifient qu'à long terme, les entreprises chinoises de conception de puces peuvent s'attendre à dépendre progressivement moins de TSMC.

La crise actuelle liée à la disponibilité des microprocesseurs et à la dépendance de l'ensemble des chaînes de production technologiques de ces derniers a poussé l'ensemble des États à revoir leurs stratégies d'autosuffisance en matière technologique, un chantier représentant clairement des enjeux à chaque fois plus importants pour le développement d'un pays et pour sa protection. La Chine, l'Union Européenne ou les États-Unis ne sont que les premiers à s'inquiéter pour un problème qui affecte de manière très directe l'ensemble des États.

2 [“The global semiconductor value chain. A technology primer for policy makers”](#), Jan-Peter Kleinhans & Dr. Nurzat Baisakova, Oct 2020, Stiftung Neue Verantwortung.

# Maroc – Palestine : les aides humanitaires acheminées vers la Cisjordanie et la bande de Gaza

Dans le sillage des événements dramatiques à Jérusalem, le Roi Mohammed VI, Président du Comité Al-Qods, a donné vendredi 14 mai dernier Ses Très Hautes Instructions pour l'envoi d'une aide humanitaire d'urgence au profit de la population palestinienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Constituée de 40 tonnes et composée de produits alimentaires de première nécessité, de médicaments de soins d'urgence et de couvertures, cette aide humanitaire s'inscrit dans le cadre du soutien continu du Maroc à la Cause palestinienne, « *considérée comme la Cause de la Oumma islamique tout entière* », déclarait le roi Mohammed VI en 2014 à Marrakech lors de la 20ème session du comité Al-Qods.

« La présidence du Comité Al-Qods n'est ni une faveur, ni un privilège. Il s'agit plutôt d'une charge considérable et d'une grande responsabilité devant Dieu et devant l'Histoire ».

*Extrait du discours royal de l'ouverture de la 20ème session du Comité Al-Qods à Marrakech - 17 janvier 2014*

Le Maroc avait dénoncé fermement les violences perpétrées dans les territoires palestiniens occupés, et dont la poursuite ne mène qu'à éloigner les chances de paix dans la région. « *Le Maroc considère ces violations comme un acte inadmissible et susceptible d'attiser les tensions* », a affirmé le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger dans un communiqué.

Al-Qods demeure au premier rang des préoccupations du Maroc qui, via l'Agence Bayt Mal Al-Qods, vise à sauvegarder la ville sainte, appuyer la résistance de ses habitants et entretenir son patrimoine civilisationnel, culturel et religieux.

« Nous réaffirmons qu'Al-Qods demeurera au premier rang de nos préoccupations, et qu'elle restera profondément enracinée dans les cœurs de nos peuples islamiques, et implorons le Très-Haut de nous prêter aide et assistance et de couronner notre action de succès pour le triomphe des causes justes de notre Oummah et la sauvegarde de ses symboles sacrés ».

*Extrait du discours royal de l'ouverture de la 20ème session du Comité Al-Qods à Marrakech - 17 janvier 2014*



# QUESTION DU MOIS

Par Habiba El Mazouni

## SCADA ?



**SCADA**



## Qu'est-ce que c'est ?

SCADA est l'acronyme de « Supervisory Control And Data Acquisition » (système de contrôle et d'acquisition de données). Il s'agit d'un système informatique qui assure la gestion et le contrôle de processus industriels en temps réel. Grâce aux systèmes SCADA, les organisations peuvent surveiller et contrôler leurs processus industriels, dresser des rapports à cet effet, archiver les données ainsi qu'interagir directement avec les équipements depuis un emplacement central.

## Quelles sont les applications d'un système SCADA ?

Les systèmes SCADA sont généralement utilisés par les entreprises afin de contrôler les processus de fabrication, de production et de distribution des produits industriels. Les grandes fonctions d'un SCADA sont la collecte de données, l'analyse et le contrôle de ces données, la modélisation d'un procédé à l'aide d'interfaces homme-machine (IHM), l'exploitation d'une installation et l'optimisation des opérations.

## Quels en sont les enjeux ?

Les cyber-attaques peuvent émaner de pirates informatiques qui prennent le contrôle des équipements d'une compagnie donnée via les systèmes SCADA. Ces derniers sont souvent implantés dans des secteurs stratégiques d'un État ce qui fait d'eux une cible privilégiée pour de potentielles attaques. Ces systèmes devraient ainsi être examinés de façon à permettre l'identification des causes liées aux failles de sécurité. Une bonne gouvernance, un contrôle efficace et la protection des infrastructures SCADA s'avèrent indispensables.

## Quelles en sont les perspectives ?

La gestion d'un nombre considérable de « Data » combinée à la montée de la convergence OT/IT (le partage d'information OT : Operational Technology / IT : Information Technology) constituent le cœur des enjeux de l'industrie du futur. Ces capacités liées aux nouvelles technologies de l'information, comme l'IoT (l'Internet des Objets) ou le BIM (Building Information Management), mises en œuvre autour des systèmes de supervision, offrent de nouvelles perspectives de croissance pour les organisations. Les systèmes SCADA sont en train d'évoluer pour devenir plus ouverts, sécurisés, flexibles et accessibles.



# Entretien

**Wissal EL GHARBAOUI**

Secrétaire générale de la Confédération nationale du tourisme (CNT)

“

Le marché national du tourisme mérite une approche globale et intégrée si l'on veut augmenter sa dynamique de manière substantielle et durable.

”

**1 - Au niveau mondial, le tourisme est un des secteurs les plus touchés par la pandémie du Covid-19 ; pour un pays comme le Maroc dont l'économie dépend en partie du tourisme, quelle lecture faites-vous des retombées négatives que devra supporter ce secteur, surtout si nous attendons l'immunité collective prévue pour l'année 2022 ?**

L'industrie touristique est en effet la plus touchée, au Maroc et dans le monde, par les conséquences de la crise sanitaire du Covid-19, et cela dure depuis plus de 15 mois.

Dans notre pays, cette industrie représente environ 11% du PIB, 80 milliards de dirhams de recettes en devise, et environ 500.000 emplois, tout métier confondu. Cette crise s'est traduite par un arrêt total de l'activité touristique, et une perte sèche de plus de 80% du chiffre d'affaires des entreprises. Sur les 20 dernières années, le tourisme au Maroc a été confronté à différents épisodes de crises, qu'elles soient liées à un contexte géopolitique tel que le printemps arabe, ou à un contexte économique tel que la crise des subprime de 2008. Mais à chaque fois, le secteur s'est relevé tout seul, après quelques mois de ralentissement. C'est la première fois que la crise est aussi profonde et aussi longue, et qu'elle inclut un niveau important d'incertitude.

2 types de conséquences sont à attendre de cette situation : d'abord un impact mécanique sur l'emploi et le chiffre d'affaires, qui sont liés à l'activité, puis un impact plus structurel sur certains métiers du tourisme, puisque nous nous attendons à des transformations structurelles du secteur à la sortie de la crise.

Cette crise a révélé des fragilités structurelles et a accéléré certaines tendances qui avaient déjà été révélées depuis quelques années, tel que la place du digital dans le secteur, l'importance de la durabilité ... Il appartient à l'ensemble des acteurs de l'écosystème touristique de tirer les bonnes leçons de cette crise inédite, et de transformer les contraintes en opportunités pour mieux appréhender les transformations que connaîtra l'industrie touristique à la sortie de crise.

## 2 - À l'orée de la saison touristique estivale qui s'annonce, dans quelles mesures le Maroc pourrait-il rouvrir l'industrie touristique en incluant la contrainte sanitaire et en tirant profit du plan stratégique de relance du tourisme lancé par l'Office national marocain du tourisme (ONMT) ?

Effectivement, les indicateurs sanitaires sont au vert depuis plusieurs semaines, la campagne de vaccination avance bien également dans notre pays, et nous pensons que cela devrait favoriser l'assouplissement des mesures restrictives et la réouverture des frontières, tout en gardant les mesures de protection sanitaire. Nous devons capitaliser sur cet avantage par rapport à d'autres destinations, où la situation sanitaire est moins stable que chez nous, mais qui ont fait le choix de ne pas sacrifier une deuxième saison touristique. Il est essentiel de définir un parcours sanitaire favorable à la reprise de l'activité touristique, qui inclurait la vaccination du personnel travaillant dans ce secteur. Nous pensons également que le marché intérieur devra être

le premier à se redynamiser, mais il faudra également intégrer de manière organisée et intelligente les marchés internationaux, à travers la programmation d'au moins 50% des capacités aériennes à destination des principaux pôles touristiques marocains, en priorisant bien entendu les pays les plus avancés dans la campagne vaccinale.

Il faudra également lever les restrictions de déplacement, rouvrir les lieux d'intérêts touristiques et reprendre les événements culturels, artistiques... pour accélérer la reprise du secteur du tourisme, et nous inscrire dans une stratégie de relance dès la saison prochaine.

## 3 - Jusqu'à quel point le tourisme interne pourrait-il limiter les pertes du secteur touristique national, sachant que la mobilité interurbaine est toujours soumise à des restrictions ? Quid de la campagne de promotion du tourisme national « Ntla9awfbladna » lancée par l'ONMT ?

Le tourisme interne représente un peu plus de 30% des nuitées réalisées dans les établissements d'hébergement classés dans notre pays. C'est le 2ème marché touristique de la destination Maroc. C'est un marché essentiel pour le tourisme marocain, qui devrait réaliser, à terme, 50% des nuitées touristiques.

Mais il ne suffira pas à combler le manque à gagner lié aux marchés internationaux. Il est essentiel de dynamiser la demande intérieure, notamment à travers la réorganisation du calendrier des vacances scolaires en 3 grandes régions, pour lisser la saisonnalité touristique au cours de l'année, et baisser la

pression sur la demande et favoriser la baisse des prix. Il est aussi essentiel de mettre en place un instrument d'épargne sous forme de « chèques vacances » avec une contribution de l'employeur défiscalisée, pour encourager les salariés à consommer leurs vacances dans le circuit formel tout au long de l'année. Enfin, pour améliorer la compétitivité de l'offre touristique marocaine, il est important de procéder à une révision de la fiscalité du secteur, à la faveur d'une simplification et d'un allègement de l'assiette. Le marché national mérite une approche globale et intégrée si l'on veut augmenter sa dynamique de manière substantielle et durable.



### 3 - Pensez-vous que les mesures de soutien actuelles à l'économie marocaine sont suffisantes pour répondre aux besoins spécifiques du secteur touristique ? Et quelles seraient selon vous les autres mesures à ajouter en complément ?

Les mesures mises en place par le gouvernement pour soutenir le secteur du tourisme dans le cadre de la crise Covid-19 se sont révélées insuffisantes, au vu de l'ampleur et de la profondeur de la crise.

Les scénarii envisagés au début prévoyaient un début de retour à la normal à partir du 2ème trimestre 2021, or la crise semble se prolonger au moins jusqu'à la fin de l'année 2021.

Pour préserver les emplois et le tissu économique du secteur, il est important d'agir dans l'immédiat sur 3 sujets : social, bancaire et fiscal.

Sur le plan social : maintenir l'indemnité forfaitaire au profit des salariés, jusqu'à la fin de l'année 2021 (sous réserve que la crise ne se prolonge pas au-delà).

Sur le plan de la dette : Traiter la problématique de l'endettement en procédant au reprofilage de la dette avec renforcement des garanties portées par la Caisse Centrale de Garantie (ce

qui évitera d'aggraver l'endettement à moyen-long terme des entreprises et préservera leur solvabilité).

Sur le plan fiscal : Accorder une amnistie fiscale, y compris pour les taxes locales, sur les 2 années de crises, et en adoptant des mesures fiscales exceptionnelles pour l'année de la reprise (2022). Ceci, afin de réduire la pression sur la trésorerie des entreprises, au moment de la reprise, et permettre la reconstruction de l'économie du secteur.

À moyen terme, et une fois la reprise actée, il sera essentiel d'agir sur des sujets tels que la gouvernance du secteur, la formation, la relance de l'investissement et la mise à niveau du produit.

La mobilisation de tous, et l'action ciblée et adaptée au contexte, permettraient de préserver les acquis du secteur et les investissements engagés depuis plus de 20 ans, pour transformer la crise en opportunité et renouer avec la croissance dans les 18 mois.



# Prochains événements



BROADCAST – 16/06/2021

Investment in Green Infrastructure: Paving the Way to the Private Sector, organisé par le Policy Center for the New South (PCNS) et l'Istituto Affari Internazionali.



LIVE STREAM – 21-23/06/2021

APSACO - 5th Edition Women, Peace and Security in Africa, organisé par le PCNS



LIVE STREAM – 21-23/06/2021

Morocco's New Africa Policy: Expanding Economic Links with Continental Africa, organisé par LSE IDEAS et le PCNS.

---



[info@hadvisors.net](mailto:info@hadvisors.net)



+212 537 73 45 13